

La grève des postiers confirme l'orientation du Parti :  
1) Inélectabilité des grèves revendicatives qui ne peuvent se faire dès le premier stade que par un heurt violent contre l'appareil stalinien dont les possibilités de manœuvres sont limitées par sa position dans l'appareil d'Etat.

2) Faiblesse de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat. Une fois débordé le barrage bureaucratique, le rapport des forces ne lui permet pas de s'opposer de front aux revendications des masses ni de songer à recourir à la réquisition.

La tâche du Parti n'était pas seulement d'appuyer le mouvement, de dénoncer le sabotage stalinien et les manœuvres scissionnistes des réformistes. Nous aurions dû :

- a) mettre en avant de nouvelles bases revendicatives. En effet, dès que la grève était déclenchée, il fallait que le C.N.G. substitue aux revendications formulées par la Fédération un programme donnant satisfaction à toutes les catégories. Ceci ne pouvait être réalisé que par la fixation d'un salaire minimum vital sur la base duquel toutes les catégories seraient réajustées et par l'application de l'échelle mobile. Il fallait démontrer et pour cela connaître, les imperfections des "parités"
- b) Tirer pour l'ensemble de la classe ouvrière les leçons politiques de cette épreuve de force entre les classes.
- c) Réclamer au CNG le respect de la démocratie dont il se réclamait en commençant par consulter la base avant d'arrêter la grève. C'est essentiellement de ce point de vue que nous pouvions critiquer valablement l'arrêt prématuré de la grève, mais l'article de Beaufrère (N° 13...) passe à côté du problème.

Le Parti a su répondre rapidement en prenant contact avec les Comités de Grève, en intervenant pour leur constitution là où il y avait des militants BL, en éditant un tract et un bon numéro spécial de LA VERITE. Là encore les éléments groupés dans le FO ont joué le rôle moteur et sont apparus comme les défenseurs les plus conséquents des postiers.

Le rapport de forces à l'intérieur de la corporation ne nous permettait pas d'empêcher la main-mise des Réformistes sur les organismes nés dans le mouvement. Pour la même raison, il était juste de s'opposer énergiquement aux tendances scissionnistes des Réformistes et de combattre pour l'unité au sein de la Fédération. Mais ceci pose un problème de premier plan : comment à travers la lutte, favoriser le rétablissement de la démocratie syndicale. Dans quelles conditions aurions nous pu donner au mouvement des Comités de grève des PTT la possibilité de faire triompher la démocratie dans le FP et sous quelle forme ? Ces questions ont été insuffisamment discutées et pourtant elles se reposeront avec la même acuité dans tous les mouvements à venir, même limités à une corporation ou à une entreprise.